

# FranceAgriMer

> Les synthèses de FranceAgriMer

septembre 2014 • numéro **4**

CONSOMMATION



LA DÉPENSE ALIMENTAIRE  
DES MÉNAGES FRANÇAIS  
**résiste à la crise**



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex  
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

[www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)  
[www.alimentation.gouv.fr](http://www.alimentation.gouv.fr)

La crise qui sévit depuis 2008 se fait durement ressentir sur la consommation des ménages français. En 2012, on enregistre, malgré la croissance démographique, un recul historique des dépenses de consommation en volume.

Sur la période 2008-2013, la dépense de consommation individuelle en volume des français a stagné (- 0,1 % par an) alors qu'elle progressait de 1,5 % par an entre 2000 et 2007.

L'évolution des dépenses de consommation pour les produits alimentaires et pour le logement et les charges est peu affectée par la crise à la différence des dépenses de loisirs, d'habillement, de transports, d'ameublement et de restauration hors foyer.

La part de l'alimentaire dans le budget des ménages français, qui reculait d'année en année, cesse de diminuer depuis 2008 et se raffermi au point qu'elle retrouve plus ou moins en 2013 le niveau qui était le sien en 2000.

Au sein de l'alimentaire, le pain et les céréales, le sucre et les produits sucrés semblent dopés par la crise alors que la déconsommation de viande et de poisson s'amplifie depuis 2008.



Cette analyse repose sur les données de consommation publiées par l'Insee dans les Comptes nationaux. Le lecteur pourra se référer aux annexes pour des informations complémentaires concernant la dépense de consommation, la consommation effective, la consommation en volume et la consommation individuelle. Il trouvera également les éléments relatifs aux différents postes de consommation mentionnés (alimentation, logement, transport, etc.).

### 9 % ou 20 % ?

Les données relatives aux dépenses annuelles des ménages français ventilées par fonction de consommation (logement, transport, alimentation, santé, loisirs, éducation, habillement, ...) sont publiées tous les ans par l'Insee dans les Comptes nationaux. Mais chiffrer la part de l'alimentation dans le budget des ménages français s'avère toutefois moins évident qu'il n'y paraît de prime abord. Le budget consacré à l'alimentation, d'une part, et le budget correspondant à l'ensemble de la consommation, d'autre part, peuvent l'un comme l'autre être définis de plusieurs manières différentes.

La consommation alimentaire peut être approchée d'au moins quatre manières différentes selon les produits (solides, liquides alcoolisés ou non) et les lieux de consommation (domicile, hors domicile) pris en compte. Les dépenses des ménages pour l'achat de produits alimentaires (céréales, viandes, poissons, produits laitiers, produits sucrés, matières grasses, fruits et légumes, ...) se sont élevées en 2013 à 139,7 milliards d'euros. Ce premier niveau de chiffrage de la consommation alimentaire est restreint aux seuls aliments « solides » (ou presque puisque le lait, les soupes entre autres en font partie) et exclut la consommation en restauration (restaurant, cantine, fast-food, café, ...).

Cependant, on peut considérer que l'ingestion de boissons chaudes (café, thé, cacao, ...) ou froides (eau en bouteille, jus de fruits, soda, ...) participe également à l'alimentation et que les dépenses correspondant à ces produits peuvent être incluses dans l'estimation du budget alimentaire des ménages. Les dépenses des ménages français en produits alimentaires stricto sensu (solides) et en boissons non alcoolisées s'élèvent alors, secteur de la restauration non compris, à 152,7 milliards d'euros en 2013.

Par ailleurs, la plus grande partie des boissons alcoolisées est consommée au moment des repas : soit en accompagnement des plats soit en apéritif. À ce titre les dépenses consacrées à ces boissons alcoolisées peuvent être rattachées au budget alimentaire des ménages. Cette troisième définition incluant les aliments solides et les boissons (alcoolisées ou non) conduit à estimer le budget alimentaire des ménages français, hors service de restauration, à 172,5 milliards d'euros pour 2013.

Enfin, si on prend également en compte les dépenses des ménages en services de restauration (restaurant, cantine, fast-food, café, ...) on arrive, avec une évaluation la plus large possible, à un budget alimentaire des ménages français s'élevant à plus de 230 milliards d'euros en 2013. Signalons que les Comptes de la nation ne permettent pas de distinguer les montants des dépenses entre aliments « solides », liquides sans alcool et boissons alcoolisées au niveau de la restauration. On a donc une différence de 90 milliards d'euros entre l'estimation la plus restreinte et l'estimation la plus large du budget alimentaire des ménages français.

De même, la consommation totale des ménages regroupe deux notions différentes. La dépense de consommation des ménages inclut les dépenses supportées directement par les ménages pour l'acquisition de biens et de services utilisés pour la satisfaction directe de besoins individuels. C'est ce qui sort directement de la « poche » des ménages : courses au supermarché, plein de la voiture, loyer de l'appartement, facture d'électricité, achat de vêtements, place de cinéma ... En 2013, cette dépense de consommation des ménages français s'est élevée à 1 126,4 milliards d'euros.

Les transferts sociaux (remboursements de sécurité sociale, aides au logement, dépenses de la collectivité en matière d'éducation ...) qui sont versés par les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages ont représenté 372 milliards d'euros en 2013. Ces transferts viennent s'ajouter à la dépense de consommation des ménages pour constituer leur consommation effective qui s'est élevée en 2013 à 1 498,4 milliards d'euros.

Quatre modalités de chiffrage du budget alimentaire et deux définitions possibles de la consommation totale des ménages conduisent à huit estimations différentes de la part de l'alimentation dans le budget des ménages (cf. *tableau 1*). En 2013, ces estimations sont comprises entre 9,3 % (dépense en produits alimentaires seuls rapportée à la consommation effective) et 20,4 % (dépense en alimentation solide et liquide à domicile et hors domicile par rapport à la dépense de consommation). Suivant les définitions retenues la part de l'alimentation varie plus que du simple au double.

Tableau 1 : Parts de l'alimentation dans le budget des ménages français en 2013 selon les différentes définitions retenues pour l'alimentation et la consommation totale des ménages

		Budget total		
		Dépense de consommation	Consommation effective	
Budget alimentaire	Domicile	Produits alimentaires seuls	12,4 %	9,3 %
		Produits alimentaires et boissons non alcoolisés	13,6 %	10,2 %
		Produits alimentaires et boissons (y.c.boissons alcoolisés)	15,3 %	11,5 %
	Domicile et restauration	Produits alimentaires et boissons (y.c.boissons alcoolisés)	20,4 %	15,4 %

Source : élaboration FranceAgriMer à partir des données Insee (Comptes nationaux)

### L'alimentation, « valeur refuge » en temps de crise ?

Quelles que soient les définitions retenues pour la consommation alimentaire et pour la consommation totale des ménages, on notera que la part du budget consacrée à l'alimentation par les ménages français a constamment reculé entre 1960 et 2007 (cf. tableau 2). A titre d'illustration, l'alimentation « à domicile »

représentait 29,6 % des dépenses de consommation des ménages français en 1960, 23,2 % en 1970, 18,8 % en 1980, 16,8 % en 1990, 15,3 % en 2000 et 14,2 % en 2007. Depuis 2008, non seulement la part de l'alimentaire a cessé de diminuer mais les dépenses d'alimentation représentent une part croissante dans la consommation des ménages. Ainsi en 2013, la part du budget consacrée par les Français à leur alimentation a retrouvé plus ou moins le niveau qu'y était le sien en 2000.

Tableau 2 : Évolution de la part de l'alimentation dans le budget des ménages français depuis 1960 selon les différentes définitions retenues pour l'alimentation et la consommation totale des ménages

	1960	1970	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits alimentaires hors service de restauration vs Dépense de consommation des ménages	23,6 %	18,6 %	15,2 %	13,8 %	12,4 %	11,5 %	11,7 %	11,9 %	11,9 %	11,9 %	12,2 %	12,4 %
Produits alimentaires et boissons non alcoolisés hors services de restauration vs Dépense de consommation des ménages	24,9 %	19,7 %	16,2 %	14,7 %	13,4 %	12,5 %	12,7 %	12,9 %	13,0 %	13,0 %	13,4 %	13,6 %
Produits alimentaires et boissons (alcoolisés ou non) hors service de restauration vs Dépense de consommation des ménages	29,6 %	23,2 %	18,8 %	16,8 %	15,3 %	14,2 %	14,3 %	14,6 %	14,7 %	14,7 %	15,1 %	15,3 %
Produits alimentaires et boissons (alcoolisés ou non) y compris service de restauration vs Dépense de consommation des ménages	34,6 %	27,6 %	23,4 %	21,7 %	20,7 %	19,4 %	19,4 %	19,8 %	19,8 %	19,9 %	20,2 %	20,4 %
Produits alimentaires hors service de restauration vs Consommation effective des ménages	20,1 %	15,3 %	12,1 %	11,0 %	9,6 %	8,9 %	9,0 %	9,0 %	9,0 %	9,0 %	9,2 %	9,3 %
Produits alimentaires et boissons non alcoolisés hors services de restauration vs Consommation effective des ménages	21,3 %	16,3 %	12,9 %	11,7 %	10,3 %	9,6 %	9,8 %	9,8 %	9,8 %	9,9 %	10,1 %	10,2 %
Produits alimentaires et boissons (alcoolisés ou non) hors service de restauration vs Consommation effective des ménages	25,3 %	19,1 %	15,0 %	13,3 %	11,9 %	10,9 %	11,0 %	11,1 %	11,1 %	11,2 %	11,4 %	11,5 %
Produits alimentaires et boissons (alcoolisés ou non) y compris service de restauration vs Consommation effective des ménages	29,6 %	22,8 %	18,6 %	17,2 %	16,0 %	14,9 %	14,9 %	15,0 %	15,0 %	15,1 %	15,3 %	15,4 %

Source : élaboration FranceAgriMer à partir des données Insee (Comptes nationaux)



La crise qui s'est installée depuis 2008 se fait durement sentir sur la consommation des ménages (cf. graphique 1). La dépense de consommation en volume des ménages français a augmenté entre 2000 et 2007 sur des rythmes annuels compris entre 1,7 % (en 2003) et 3,6 % (en 2000). Sur les huit années couvertes par cette période l'augmentation de la dépense de consommation a même dépassé à six reprises les 2 %. En revanche, depuis 2008 la croissance annuelle de la consommation en volume des ménages peine à dépasser les 0,5 % (hormis en 2010), malgré l'augmentation de la population. Elle a même, ce qui ne s'était jamais vu depuis 1960, reculé d'un demi-point en 2012 par rapport à 2011 (cf. infra). Dans ce contexte de morosité qui touche la consommation des ménages, l'alimentation peut apparaître comme une « valeur refuge » permettant de conjuguer à la fois la nécessité (de se nourrir), le plaisir (de la table) et le lien social (convivialité autour du repas partagé).

### Le recul historique de la consommation en 2012

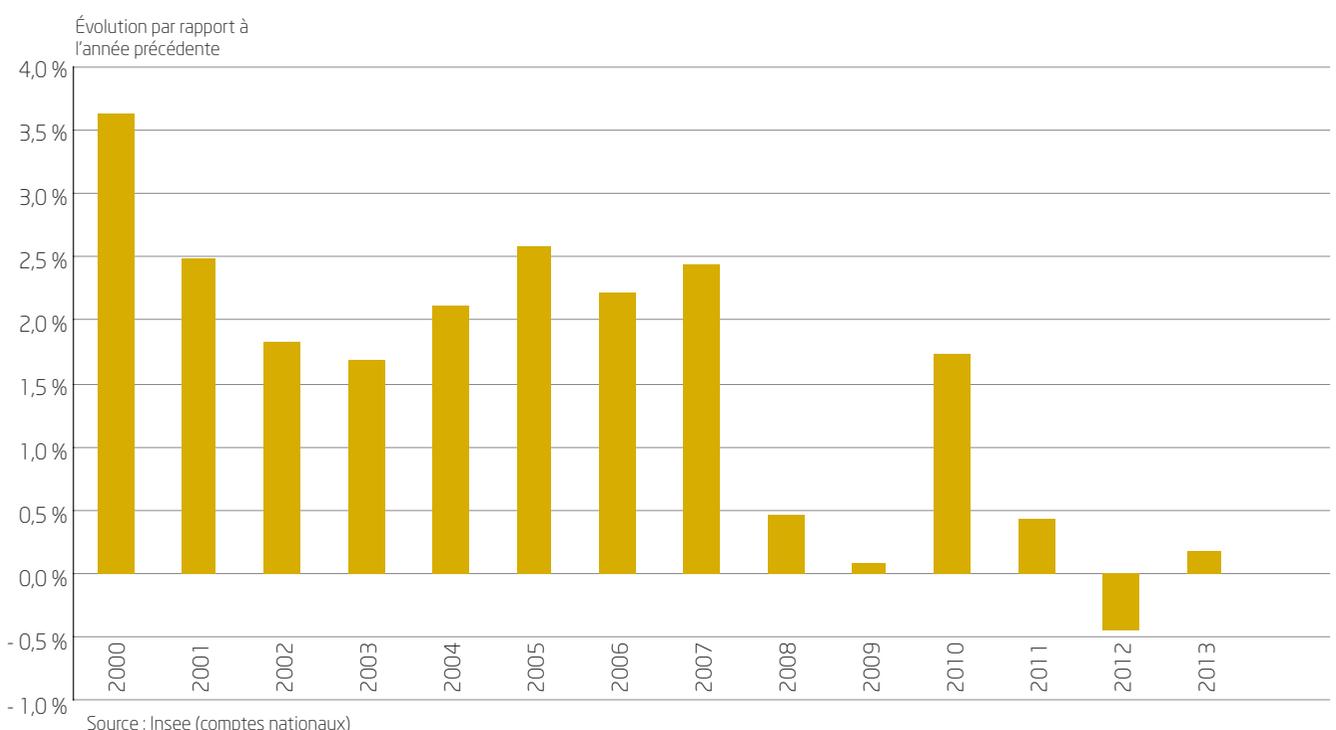
La dépense de consommation des ménages français en volume a enregistré en 2012 un recul de 0,5 % par rapport à 2011 et ceci malgré une croissance démographique de près d'un demi point correspondant à une augmentation de la population d'environ 320 000 personnes, soit en première approximation une baisse de la consommation individuelle en volume de près de 1 %. Un tel recul de la consommation des ménages en volume n'avait jamais été enregistré, tout au moins depuis le début des années 60. On retrouve tout au plus dans le passé un léger fléchissement de la consommation en 1993 (- 0,04 % vs 1992) qui se révèle sans commune mesure par son intensité avec la baisse de 2012. La

baisse de la consommation en volume de 2012 apparaît ainsi comme historique. Toutefois elle n'a pas impacté de la même manière les différents postes de consommation des ménages.

Les dépenses en volume liées aux transports (- 4,3 %) et plus particulièrement aux achats de véhicules (- 10 %), au tabac (- 3,6 %), aux services de restauration (- 2,4 %), à l'habillement et aux chaussures (- 2,3 %), aux loisirs et à la culture (- 2,1 %), aux boissons alcoolisées (- 1,9 %) et à l'équipement et à l'entretien courant du logement (- 1,3 %) ont été les plus affectées. A l'inverse, les ménages ont maintenu ou renforcé leur niveau de consommation en volume pour les dépenses de logement (location, chauffage, électricité) en hausse de 1,9 %, de santé (+ 2,4 %), d'éducation (+ 1,3 %) et surtout de communication (+ 10,8 %).

Les dépenses des ménages en produits alimentaires ont plutôt bien résisté à la baisse globale puisqu'elles ont enregistré en 2012 une hausse de 0,7 % en volume pendant que celles consacrées aux boissons non alcoolisées (chaudes et froides) sont restées stables. Toutefois on note des disparités dans les dépenses en volume entre les familles d'aliments ou de boissons : les fruits (+ 3,3 %), le pain et les produits à base de céréales (+ 2,5 %), l'ensemble lait, fromages et œufs (+ 1,4 %), le poste sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie (+ 1,3 %) et les boissons chaudes (+ 1,3 %) ont été privilégiés par les ménages au détriment des légumes (- 1,9 %), des poissons et fruits de mer (- 1,8 %), des boissons froides sans alcool (- 0,5 %) et des huiles et graisses (- 0,3 %). Enfin les achats de viandes sont restés stables en volume en 2012, la croissance démographique ayant équilibré la baisse de consommation individuelle.

Graphique 1 : Évolution annuelle de la dépense de consommation totale en volume des ménages Français entre 2000 et 2013



### La consommation peine à redémarrer en 2013.

Après le fléchissement de 1993, évoqué précédemment, l'année suivante avait montré une reprise de la consommation des ménages en volume sur un rythme supérieur (+ 1,6 % en 1994) à celui des années antérieures au ralentissement (+ 1 % en 1992, + 0,6 % en 1991). En 2013 la situation apparaît différente. La consommation des ménages semble marquer le pas avec une croissance en volume de seulement + 0,2 %, ce qui, d'une part, ne permet pas de retrouver le niveau de consommation de 2011 et, d'autre part, traduit un recul de la consommation individuelle des français. En effet, en 2013 la population a augmenté de 290 000 personnes soit une croissance démographique de + 0,45 %, plus de deux fois supérieure à la croissance de la consommation française en volume. Les évolutions observées en 2012 sur les principaux postes de consommation se retrouvent en 2013. Les dépenses en volume liées aux transports reculent de 2,5 % par rapport à 2012 (- 8 % pour les seuls achats de véhicules), celles consacrées au tabac chutent de près de 6 %, celles des services de restauration enregistrent une diminution de 1,5 % ; celles pour l'habillement et les chaussures sont en repli de près de 1 %, celles consacrées aux loisirs et à la culture affichent une baisse de 1,2 %, celles pour les boissons alcoolisées diminuent de 0,7 % et celles affectées à l'équipement et à l'entretien courant du logement sont en recul de 2 % par rapport à l'année précédente.

Comme en 2012, les dépenses en volume des ménages ont progressé en 2013 pour le logement (+ 1,0 %), la santé (+ 2,7 %), l'éducation (+ 1,3 %), la communication (+ 11,6 %), les produits

alimentaires (+ 0,7 %) et les boissons sans alcool chaudes et froides (+ 1,1 %).

Si la consommation alimentaire résiste dans son ensemble en 2013, et même plutôt bien compte tenu du contexte général de consommation, les ménages ont été conduits à faire des choix entre grandes familles de produits, privilégiant les légumes (+ 4 % en volume vs 2012), les produits sucrés (+ 2,4 %), les céréales (+ 1,7 %), les huiles et graisses (+ 1,5 %), les boissons froides sans alcool (+ 1,5 %) et l'ensemble lait, fromages et œufs (+ 1 %), et réduisant leurs achats en poissons et fruits de mer (- 1,5 % vs 2012), en viande (- 1,4 %) et en fruits (- 0,8 %).

### Les dépenses pour les achats de produits alimentaires et pour le logement sont peu affectées par la crise.

Si 2012 apparaît comme une année « historique » dans la consommation des ménages français, 2007-2008 apparaît comme une période charnière pour au moins deux raisons : ralentissement brusque et durable de la consommation des ménages en volume et début du redressement de la part consacrée à l'alimentaire dans le budget des ménages.

L'évolution annuelle moyenne de la consommation individuelle des Français en volume et en valeur est reportée, pour les principaux postes de consommation et pour les périodes 2000-2007 et 2008-2013, dans le *tableau 3*. Les données de consommation ont été corrigées des évolutions démographiques afin de mesurer les évolutions en volume et en valeur à population constante.

Tableau 3 : Évolutions de la consommation individuelle des Français entre 2000-2007 et entre 2008-2013

	Période 2000-2007			Période 2008-2013.		
	Évol. annuelle moy. en volume	Évol. annuelle moy. du prix	Évol. annuelle moy. en valeur	Évol. annuelle moy. en volume	Évol. annuelle moy. du prix	Évol. annuelle moy. en valeur
Dépense de consommation des ménages	1,5 %	1,8 %	3,3 %	-0,1 %	1,0 %	1,0 %
dont :						
- produits alimentaires	0,2 %	2,1 %	2,3 %	0,2 %	1,9 %	2,2 %
- boissons sans alcool	2,5 %	1,2 %	3,7 %	1,2 %	2,3 %	3,5 %
- boissons alcoolisées	-0,2 %	1,0 %	0,8 %	-1,0 %	3,1 %	2,1 %
- services de restauration	0,5 %	2,5 %	3,1 %	-1,3 %	1,8 %	0,5 %
- logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	0,6 %	3,3 %	3,9 %	0,4 %	2,1 %	2,5 %
- meubles, articles de ménages et entretien courant de l'habitat	2,1 %	1,0 %	3,1 %	-1,0 %	0,7 %	-0,3 %
- habillement et chaussures	1,0 %	0,4 %	1,3 %	-2,1 %	1,0 %	-1,1 %
- transports	0,4 %	2,3 %	2,7 %	-2,2 %	2,3 %	0,0 %
- éducation	2,2 %	3,7 %	6,0 %	-0,4 %	3,4 %	3,0 %
- communications	9,2 %	-3,5 %	5,3 %	6,2 %	-8,0 %	-2,3 %
- loisirs et culture	5,0 %	-1,5 %	3,4 %	-0,2 %	-1,1 %	-1,3 %
- santé	3,8 %	0,6 %	4,4 %	2,7 %	0,0 %	2,6 %
- tabac	-5,7 %	7,7 %	1,6 %	-2,1 %	5,0 %	2,7 %

Les évolutions sont calculées sur les consommations individuelles des français. Les données brutes des Comptes nationaux sont "corrigées" de l'évolution démographique.

Source : élaboration FranceAgriMer à partir des données Insee (Comptes nationaux / Estimations de population et statistiques de l'état civil)

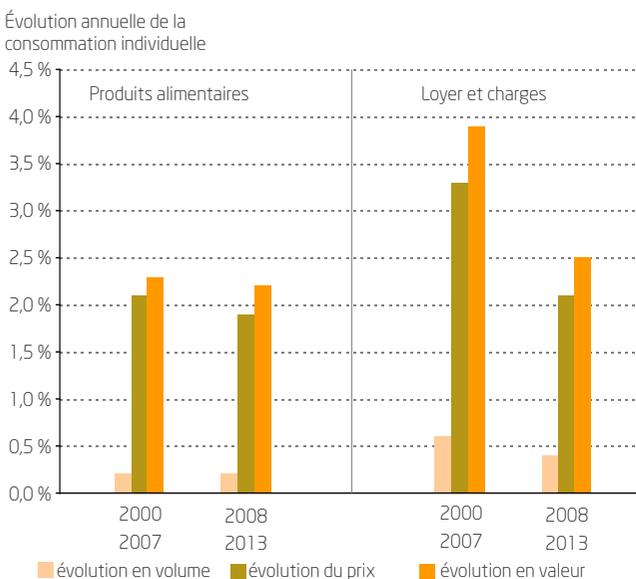


Entre 2000 et 2007, la consommation individuelle en volume des Français a augmenté de 1,5 % par an, sous l'effet principalement des achats de produits de communication (+ 9 % par an), des dépenses pour les loisirs et la culture (+ 5 %), des dépenses de santé (+ 3,8 %), des achats de boissons sans alcools (+ 2,5 %), des dépenses pour l'éducation (+ 2,2 %) et des achats de meubles, d'articles de ménages et d'entretien de la maison (+ 2,1 %). Cette croissance en volume s'est accompagnée d'une croissance en valeur de la consommation par français de 3,3 %, traduisant une hausse du prix moyen des biens et services consommés de 1,8 % par an.

Depuis 2008, on assiste à une stagnation de la consommation individuelle en volume (- 0,1 % par an), la croissance en valeur (+ 1 %) résultant uniquement de l'effet hausse des prix. Les différents secteurs de la consommation ne sont pas tous affectés de la même manière.

Les évolutions de consommation observées sur les postes de première nécessité que sont les produits alimentaires (hors boissons et services de restauration) et le logement (y compris eau, électricité, gaz et autres combustibles) sont peu affectées par la crise (cf. graphique 2).

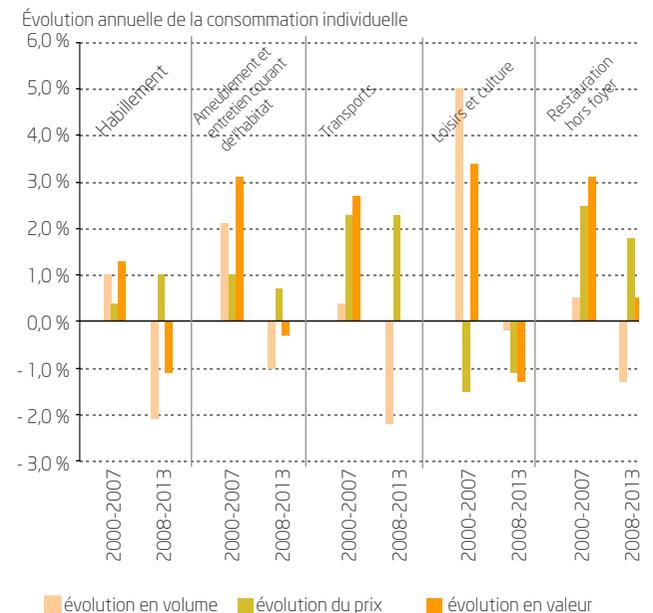
**Graphique 2 : Évolution de la consommation individuelle des Français. Les postes de première nécessité résistent à la crise.**



Source : élaboration FranceAgriMer à partir des données Insee (Comptes nationaux / Estimations de population et statistiques de l'état civil)

Par contre le consommateur fait des sacrifices sur les secteurs de l'habillement, de l'ameublement et de l'entretien de la maison, des transports, des loisirs et de la culture et des services de restauration (cf. graphique 3), alors que les domaines de la communication, de la santé et de l'éducation bénéficient d'une tendance de fond leur permettant d'afficher des résultats qui restent positifs même si ils sont en repli par rapport aux années 2000-2007.

**Graphique 3 : Évolution de la consommation individuelle des Français. Les postes sacrifiés.**



Source : élaboration FranceAgriMer à partir des données Insee (Comptes nationaux / Estimations de population et statistiques de l'état civil)

Entre 2008 et 2013, la consommation individuelle de produits alimentaires a progressé sur un rythme équivalent à celui enregistré sur la période 2000-2007 tant en volume (+ 0,2 % par an) qu'en valeur (supérieur à 2 % par an).

La consommation de boissons sans alcool continue de progresser en valeur sur un rythme annuel (+ 3,5 %) proche de ce qu'il était avant la crise (+ 3,7 %). C'est d'abord le résultat d'un effet « croissance des prix ». L'augmentation du prix moyen est en effet particulièrement forte depuis 2008 (+ 2,3 % par an vs 1,2 % précédemment) tandis que la consommation individuelle en volume affiche un taux de croissance annuel moyen sur 2008-2013 (+ 1,2 %) deux fois moins élevé qu'entre 2000 et 2007.

La baisse en volume de la consommation individuelle de boissons alcoolisées s'est accélérée depuis la crise : le recul qui était de 0,2 % par an entre 2000 et 2007 s'élève à 1 % par an entre 2008 et 2013. Toutefois l'augmentation du prix moyen des boissons alcoolisées consommées par les ménages français qui était de l'ordre de 1 % par an avant la crise s'est accélérée. Elle dépasse les 3 % par an entre 2008 et 2013. Ainsi l'augmentation de la consommation en valeur des boissons alcoolisées s'est-elle accélérée sur la période récente puisqu'elle dépasse les 2 % par an entre 2008 et 2013 contre 0,8 % annuellement entre 2000 et 2007.

Les dépenses de restauration (restaurant, cantine, fast-food, café, ...) qui progressaient en volume (+ 0,5 % par an) et en valeur (+ 3,1 %) sur la période 2000-2007 subissent le contrecoup de la crise. Depuis 2008 la consommation individuelle en restauration recule de 1,3 % par an. La hausse du prix moyen plus modérée

depuis 2008 (+ 1,8 % par an entre 2008 et 2013 vs + 2,5 % entre 2000 et 2007) conduit à un ralentissement de la hausse des dépenses en valeur (+ 0,5 % par an depuis la crise vs + 3,1 % avant 2007).

Les dépenses de logement (loyer et charges) continuent de progresser malgré la crise, tant en volume (+ 0,4 % par an) qu'en valeur (+ 2,5 %), mais à un rythme plus faible qu'entre 2000 et 2007 (+ 0,6 % par an en volume et + 3,9 % en valeur).

Les secteurs de l'habillement et des chaussures, de l'ameublement, des articles de ménage et de l'entretien courant de l'habitation, des transports, des loisirs et de la culture affichaient tous, entre 2000 et 2007, des évolutions de consommation annuelles moyennes en hausse, tant en volume qu'en valeur. Depuis la crise tous ces secteurs affichent une déconsommation en volume et au mieux une stagnation en valeur. Depuis 2008, les achats d'habillement et de chaussures reculent de 2,1 % par an en volume et de 1,1 % en valeur, alors qu'entre 2000 et 2007 ils progressaient annuellement en moyenne de 1 % en volume et de 1,3 % en valeur. L'ameublement et l'entretien de la maison affichent depuis 2008 un recul annuel moyen de 1 % en volume et de 0,3 % en valeur, alors qu'entre 2000 et 2007 leur consommation progressait de plus de 2 % par an en volume et de plus de 3 % en valeur. Les dépenses de consommation liées aux transports stagnent en valeur depuis la crise et reculent en volume de plus de 2 % par an, alors que précédemment elles croissaient en moyenne de 2,7 % par an en valeur et de 0,4 % en volume. Le secteur des loisirs et de la culture dont la consommation progressait, avant 2008, de 5 % par an en volume et de 3,4 % en valeur subit lui aussi les effets de la crise. Malgré des prix en baisse de 1 % par an en moyenne, la dépense des Français affectée aux loisirs et à la culture recule entre 2008 et 2013 de 1,3 % par an en valeur et se tasse en volume (- 0,2 % par an en moyenne).

Les dépenses de communication dopées par la baisse des prix (- 3,5 % par an entre 2000 et 2007, - 8 % depuis 2008) continuent de progresser en volume, même si on note un ralentissement de cette hausse (+ 9 % en moyenne entre 2000 et 2007, + 6 % par an entre 2008 et 2013). Conséquence de la baisse des prix et du ralentissement de la consommation en volume, les dépenses individuelles en valeur des Français reculent depuis 2008 de plus de 2 % par an alors qu'elles affichaient une progression annuelle de plus de 5 % sur la période 2000-2007.

Dans un contexte de stabilité du prix moyen, les dépenses individuelles de santé continuent de progresser malgré la crise (+ 2,7 % en volume et + 2,6 % en valeur) mais sur un rythme inférieur à celui des années antérieures (+ 3,8 % en volume et + 4,4 % en valeur).

Les dépenses par individu liées à l'éducation progressaient sur un rythme soutenu avant la crise : + 2,2 % par an en volume et + 6 % en valeur. Depuis le début de la crise les dépenses en valeur continuent de progresser, mais sur un rythme deux fois moindre que par le passé (+ 3 % par an en moyenne entre 2008 et 2013), alors que la consommation en volume recule sur un rythme annuel moyen de 0,4 %.

Les dépenses de consommation pour le tabac sont caractérisées par une forte hausse du prix moyen : + 7,7 % par an entre 2000 et 2007, + 5 % par an depuis 2008. Dans ce contexte la consommation individuelle en volume recule à un rythme soutenu : 5,7 % de baisse annuelle entre 2000 et 2007 ; un peu plus de 2 % depuis 2008. On notera que la crise n'a pas amplifié la baisse de la consommation de tabac qui semble plus contrainte par l'augmentation du prix que par la nécessité de sacrifier des postes de dépense en temps de crise. La dépense de consommation individuelle en valeur pour le tabac continue de progresser en temps de crise (+ 2,7 % par an depuis 2008) sur un rythme supérieur aux années précédentes (+ 1,6 % par an en moyenne entre 2000 et 2007).

### **Le pain, les céréales, le sucre et les produits sucrés « profitent » de la crise alors que la déconsommation de viande et de poisson s'amplifie.**

Si la consommation de produit alimentaire résiste plutôt bien à la crise, on note toutefois des différences plus que sensibles entre familles d'aliments.

*Le tableau 4* reprend l'évolution annuelle moyenne de la consommation individuelle des Français en volume et en valeur, pour les principales catégories de produits alimentaires et de boissons et pour les périodes 2000-2007 et 2008-2013. Les données de consommation ont été corrigées des évolutions démographiques afin de mesurer les évolutions en volume et en valeur à population constante.

La consommation de pains et de céréales qui stagnait en volume entre 2000 et 2007 (+ 0,1 % par an en moyenne) a explosé avec la crise. Depuis 2008, les dépenses individuelles en volume de pains et céréales affichent une croissance de 1,5 % par an dans un contexte de prix resté ferme. La hausse des prix observée avant 2008 (+ 1,9 % par an) s'est poursuivie malgré la crise (+ 1,8 % par an entre 2008 et 2013). Ainsi on enregistre une progression des dépenses individuelles en valeur de 3,4 % par an depuis 2008 contre 1,9 % auparavant.

La consommation de sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie qui était relativement dynamique avant la crise (+ 0,8 % par an en volume et + 2,4 % en valeur) continue de progresser sur un rythme annuel soutenu (+ 1,3 % en volume, + 2,7 % en valeur).

La consommation de lait, de fromages et d'œufs n'apparaît pas affectée par la crise. La consommation individuelle en volume augmente depuis 2008 sur un rythme annuel quasi identique à celui observé avant la crise (environ 1 % par an). L'augmentation des prix étant légèrement plus soutenue depuis 2008 (+ 1,5 % par an vs + 1,2 %), les dépenses par individu en valeur pour la consommation de lait, de fromages et d'œufs progressent ces dernières années sur un rythme légèrement supérieur à celui des années antérieures (2,5 % de croissance annuelle entre 2008 et 2013 contre 2,2 % entre 2000 et 2007).



Tableau 4 : Évolutions de la consommation alimentaire individuelle des Français entre 2000-2007 et entre 2008-2013.

	Période 2000-2007			Période 2008-2013		
	Évol. annuelle moy. en volume	Évol. annuelle moy. du prix	Évol. annuelle moy. en valeur	Évol. annuelle moy. en volume	Évol. annuelle moy. du prix	Évol. annuelle moy. en valeur
<b>Produits alimentaires</b>						
<b>dont :</b>	<b>0,2 %</b>	<b>2,1 %</b>	<b>2,3 %</b>	<b>0,2 %</b>	<b>1,9 %</b>	<b>2,2 %</b>
- pains et céréales	0,1 %	1,9 %	1,9 %	1,5 %	1,8 %	3,4 %
- viande	-0,5 %	2,5 %	2,0 %	-0,7 %	2,3 %	1,6 %
- poissons et fruits de mer	-0,2 %	2,2 %	2,0 %	-1,2 %	1,8 %	0,6 %
- laits, fromages et œufs	1,1 %	1,2 %	2,2 %	1,0 %	1,5 %	2,5 %
- huiles et graisses	-1,7 %	2,1 %	0,4 %	-0,9 %	2,4 %	1,5 %
- fruits	0,7 %	3,1 %	3,8 %	-0,2 %	2,5 %	2,2 %
- légumes	0,4 %	2,3 %	2,6 %	0,0 %	2,0 %	2,1 %
- sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	0,8 %	1,6 %	2,4 %	1,3 %	1,4 %	2,7 %
- sel, épices, sauces et produits alimentaires n.c.a.	1,5 %	1,8 %	3,4 %	0,8 %	1,0 %	1,8 %
<b>Boissons non alcoolisées</b>						
<b>dont :</b>	<b>2,5 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>2,3 %</b>	<b>3,5 %</b>
- café, thé, cacao	0,9 %	0,9 %	1,9 %	0,9 %	2,8 %	3,7 %
- boissons froides sans alcool	3,1 %	1,4 %	4,5 %	1,4 %	2,1 %	3,5 %
<b>Boissons alcoolisées</b>						
<b>dont :</b>	<b>-0,2 %</b>	<b>1,0 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>3,1 %</b>	<b>2,1 %</b>
- spiritueux	0,2 %	0,5 %	0,7 %	-0,8 %	2,6 %	1,7 %
- vins et cidre	-0,3 %	1,2 %	0,9 %	-1,0 %	2,6 %	1,5 %
- bière	-1,2 %	1,5 %	0,3 %	-1,4 %	6,2 %	4,6 %
<b>Services de restauration</b>	<b>0,5 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>3,1 %</b>	<b>-1,3 %</b>	<b>1,8 %</b>	<b>0,5 %</b>

Les évolutions sont calculées sur les consommations individuelles des français. Les données brutes des Comptes nationaux sont "corrigées" de l'évolution démographique.  
Source : élaboration FranceAgriMer à partir des données Insee (Comptes nationaux / Estimations de population et statistiques de l'état civil)

La déconsommation de viande s'accélère avec la crise. Entre 2000 et 2007, la consommation individuelle en volume a reculé de 0,5 % par an dans un contexte de hausse soutenue des prix (+ 2,5 % par an). Depuis 2007, le prix moyen continue d'augmenter de manière significative (+ 2,3 % par an), le recul de la consommation en volume s'accroît (- 0,7 % par an) et les dépenses en valeur progressent sur un rythme plus faible que précédemment (+ 1,6 % par an depuis 2008 vs + 2,0 % entre 2000 et 2007).

La consommation de poissons et fruits de mer subit, elle aussi, le contre coup de la crise. La consommation individuelle en volume qui était mal orientée avant la crise (- 0,2 % par an entre 2000 et 2007) se replie fortement depuis 2008 (- 0,7 % par an) et les dépenses en valeur voient leur rythme de progression fortement ralentir en passant de 2 % de croissance par an avant 2008 à seulement 0,6 % de hausse annuelle pour la période récente.

La crise affecte de manière analogue la consommation de fruits et celle de légumes. Les dépenses individuelles de fruits en volume progressaient avant la crise sur un rythme annuel moyen de 0,7 % et celles de légumes sur un rythme de 0,4 % par an. Depuis 2008, la consommation de légumes ne progresse plus et celle de fruits décroît en moyenne de 0,2 % par an. Depuis 2008, les prix moyens continuent de progresser, mais sur un rythme légèrement moindre qu'avant la crise. Pour les fruits on est passé d'une augmentation de 3,1 % par an entre 2000 et 2007 à une hausse annuelle de 2,5 % entre 2008 et 2013. Pour les légumes

on est passé de 2,3 % à 2,0 % de hausse annuelle. Ainsi, malgré le tassement de la consommation en volume, les dépenses en valeur continuent d'augmenter, depuis 2008, de plus de 2 % par an aussi bien pour les fruits que pour les légumes.

Entre 2000 et 2007, la consommation individuelle d'huiles et de graisses des Français reculait de 1,7 % par an en moyenne et les dépenses en valeur correspondantes ne progressaient que très légèrement (+ 0,4% par an). Depuis 2008, la consommation en volume continue de baisser mais sur un rythme moins soutenu qu'auparavant (- 0,9 % par an). Le prix moyen de ces produits augmente plus fortement que par le passé (+ 2,4 % par an depuis 2008 vs + 2,1 % antérieurement), et les dépenses par habitant affichent une croissance annuelle en valeur de 1,5 % par an sur la période récente.

### Les boissons chaudes résistent à la crise pendant que les boissons alcoolisées trinquent.

Les boissons chaudes (thé, café, ...) n'ont pas été affectées par la crise. La consommation individuelle a progressé en volume de près de 1% par an aussi bien sur la période 2000-2007 que sur la période 2008-2013, et ceci malgré une forte augmentation du prix moyen sur la période récente : + 2,8% par an depuis 2008 vs + 0,9 % de hausse annuelle avant la crise. La consommation individuelle en valeur de boissons chaudes a ainsi progressé de près de 4 % par an depuis le début de la crise, alors qu'avant 2008 cette progression était inférieure à 2 % par an.

Les boissons froides sans alcool (eaux en bouteilles, jus de fruits, boissons gazeuses, ...) voient leur consommation progresser malgré la crise mais moins fortement que par le passé. Entre 2000 et 2007 la dépense individuelle augmentait pour ces produits de plus de 3 % par an en volume et de 4,5 % en valeur. Depuis 2008, la consommation de ces produits n'augmente plus, si on peut dire, que de 1,4 % par an en volume et 3,5 % en valeur.

La consommation individuelle de spiritueux progressait légèrement avant la crise, de 0,2 % par an en volume et de 0,7 % en valeur. Depuis 2008, on assiste à un recul de la consommation en volume de 0,8 % par an accompagné d'une hausse sensible du prix moyen (+ 2,6 % par an) se traduisant ainsi par une croissance de la consommation individuelle en valeur de 1,7 % par an.

La baisse de la consommation individuelle de vins et cidre en volume s'accroît depuis le début de la crise : - 0,3 % par an entre 2000 et 2007 ; - 1 % depuis 2008. L'augmentation moyenne du prix (+ 2,6 % par an entre 2008 et 2013 contre + 1,2 % auparavant) conduit toutefois à une hausse moyenne des dépenses annuelles en valeur plus forte entre 2008 et 2013 (+ 1,5 %) qu'entre 2000 et 2007 (+ 0,9 %)

Le recul de la consommation de bière en volume n'a été que peu influencé par la crise. Depuis 2008 la baisse de consommation individuelle s'élève à 1,4 % par an contre 1,2 % sur la période 2000-2007. L'explosion du prix enregistrée depuis la crise (+ 6 % par an sur la période 2008-2013) conduit à une augmentation annuelle des dépenses en valeur par individu de 4,6 % par an.



## Annexe 1 : Dépense de consommation et consommation effective

Les données relatives à la consommation des ménages français sont publiées dans les Comptes nationaux annuels de l'Insee.

La dépense de consommation des ménages regroupe les dépenses supportées directement par les ménages pour l'acquisition de biens et de services utilisés pour la satisfaction directe de besoins individuels. Concrètement c'est ce qui sort directement de la « poche » des ménages : courses au supermarché, plein de la voiture, loyer de l'appartement, facture d'électricité, achat de vêtements, place de cinéma, etc.

A cette dépense de consommation, il convient d'ajouter les transferts sociaux tels que remboursements de sécurité sociale, aides au logement, dépenses de la collectivité en matière d'éducation ... qui sont versés par les administrations publiques (APU) et par les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

L'ensemble de la dépense de consommation et des transferts sociaux constitue la consommation effective des ménages

## Annexe 2 : Le détail de la dépense de consommation

La dépense de consommation des ménages est ventilée par grandes fonctions de consommation. Elles sont définies au niveau international par la nomenclature COICOP (Classification Of Individual Consumption Of Purpose). Les principales caractéristiques des postes de consommation analysés dans cette note sont précisées ci après. Les postes relatifs à l'alimentation font l'objet d'une description plus détaillée que les autres postes. La nomenclature COICOP complète est disponible sur le site de la division statistique des Nations-Unis. (<http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regcst.asp?Cl=5&Top=2&Lg=2>) ou le site de l'Insee. (<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/coicop1998/coicop1998.htm>).

**1. Produits alimentaire.** Ce poste concerne les produits achetés pour être consommés à domicile. En sont exclus les produits alimentaires vendus : pour consommation immédiate, hors domicile, par les hôtels, les restaurants, les cafés, les bars, les kiosques, les vendeurs ambulants, les distributeurs automatiques, etc. ; les plats cuisinés par des restaurants qui ne sont pas consommés sur place ; les plats cuisinés par les traiteurs qui sont emportés par les clients ou livrés à leur domicile. Ceux-ci sont repris dans le poste services de restauration. De même sont exclus les produits vendus expressément comme aliments pour animaux de compagnie. Ceux-ci sont comptabilisés dans le poste loisirs et culture. Le poste produits alimentaires est subdivisé en 9 groupes.

- Le pain et les céréales regroupent le riz sous toutes ses formes, les céréales (blé, maïs, avoine, etc.) sous forme de grains ou de farine, le pain et autres produits de boulangerie (biscottes, croissants et viennoiseries, pâtisseries et tartes, gâteaux secs, gaufres et crêpes, pain d'épices, tourtes, quiches et pizzas, etc.), les mélanges et pâtes pour la préparation de produits de boulangerie, les pâtes alimentaires sous toutes leurs formes, le couscous, les préparations à base de céréales (flocons de maïs, flocons d'avoine, etc.) et autres produits analogues (malt, farine de malt, extrait de malt, féculé de pomme de terre, tapioca et autres féculés et amidons). Sont inclus dans ce groupe les produits à base de farine préparés avec de la viande, du poisson, des fruits de mer, du fromage, des légumes ou des fruits.
- Le poste viande comprend la viande fraîche, réfrigérée ou surgelée des différentes espèces (bovine, porcine, chevaline, ovine et caprine), les volailles et le gibier, les abats comestibles frais, réfrigérés ou surgelés, la viande et les abats comestibles séchés, salés ou fumés (chair à saucisse, saucisson, lard, jambon, pâté, etc.), les conserves et préparations à base de viande (viande en boîte, extraits de viande, jus de viande, viande en croûte, etc.) ainsi que la viande d'espèces exotiques (autruche, kangourou).
- Le groupe poisson et fruits de mer comprend le poisson frais, réfrigéré ou surgelé, les crustacés, coquillages, escargots, cuisses de grenouilles (y compris réfrigérés ou surgelés), les poissons, crustacés et mollusques séchés, fumés ou salés et les préparations à base de poisson, crustacés et mollusques (conserves, caviar et autres œufs de poisson, poisson en croûte, etc.).
- Le poste lait, fromage et œufs comprend le lait cru, pasteurisé ou stérilisé, condensé, concentré ou en poudre, les yaourts, crèmes, desserts lactés, boissons lactées et autres produits analogues à base de lait, les fromages (y compris petits suisses, fromage blanc et faisselle), les œufs et préparations exclusivement à base d'œuf. Sont inclus dans ce poste le lait, la crème et les yaourts additionnés de sucre, de cacao, de fruits ou d'aromatisants ainsi que les succédanés du lait comme le lait de soja.
- Les huiles et graisses comprennent le beurre et produits dérivés du beurre, la margarine (y compris allégée) et autres graisses végétales, les huiles alimentaires (huile d'olive, huile de soja, huile de maïs, huile de tournesol, huile d'arachide, huile de noix, etc.) et les graisses animales alimentaires (saindoux, etc.).
- Les fruits comprennent les fruits frais, réfrigérés ou surgelés, les fruits séchés, écorces de fruits, noyaux et amandes, les fruits à coque et graines comestibles, les fruits en conserves et produits à base de fruits. Les melons et pastèques sont inclus dans les fruits. Par contre sont exclus de cette rubrique les légumes cultivés pour leur fruit (aubergine, concombre, tomate notamment), les confitures, les compotes, les pâtes de fruit, les fruits confits, les jus de fruit et les sirops.
- Les légumes comprennent les légumes frais, réfrigérés, surgelés ou séchés, cultivés pour leurs feuilles ou leur tige (asperge, brocoli, chou-fleur, endive, fenouil, épinard, etc.), leur fruit (aubergine, concombre, courgette, poivron vert, potiron, tomate, etc.) ou leur racine (betterave, carotte, oignon, panais, radis, navet, etc.), les pommes de terre et autres tubercules frais ou réfrigérés (manioc, patate douce, etc.), les légumes en conserves et produits à base de légumes ainsi que les produits issus de tubercule (farine, flocons, purée, frites et chips) et les préparations surgelées telles que les pommes de terre découpées. Les olives, ail, légu-

mineuses, maïs doux, algues et champignons comestibles sont inclus dans le poste légumes. Par contre, la fécule de pomme de terre, de tapioca, les autres amidons et féculés, les soupes, potages et bouillons contenant des légumes, les plantes aromatiques (persil, romarin, thym, etc.), les épices (poivre, piment, gingembre, etc.) et les jus de légume sont exclus de cette rubrique.

- Le poste sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie regroupe le sucre en poudre, cristallisé ou en morceaux, les succédanés de sucre (édulcorants), les confitures et compotes, les pâtes de fruit, le miel, les fruits confits, le chocolat, les gommes à mâcher, les bonbons, pastilles et autres confiseries, les produits et préparations pour dessert à base de cacao, les glaces, les crèmes glacées et les sorbet. Le cacao et les poudres à base de chocolat sont exclus de cette rubrique.

- Le groupe sel, épices, sauces et produits alimentaires non classés ailleurs (n.c.a.) regroupe le sel, les épices (poivre, piment, gingembre, etc.), les plantes aromatiques (romarin, laurier, thym, etc.), les sauces, condiments et assaisonnements (moutarde, mayonnaise, ketchup, sauce de soja, etc.), le vinaigre, les poudres à lever préparées, la levure de boulanger, les préparations pour dessert, les soupes, potages et bouillons, les ingrédients divers pour la cuisine ainsi que les aliments pour nourrisson et préparations diététiques, quelle qu'en soit la composition.

2. Le poste boissons non alcoolisées comprend les boissons non alcoolisées achetées pour être consommées à domicile. En sont exclues les boissons non alcoolisées vendues pour consommation immédiate, hors domicile, par les hôtels, les restaurants, les cafés, les bars, les kiosques, les vendeurs ambulants, les distributeurs automatiques, etc. Celles-ci sont comptabilisées dans le poste services de restauration. Le poste boissons non alcoolisées est subdivisé en deux groupes.

- Les boissons chaudes comprennent le café décaféiné ou non, moulu ou non, y compris le café instantané, le thé et les plantes à infuser, le cacao, sucré ou non, la poudre à base de chocolat et les préparations pour boissons à base de cacao ainsi que les succédanés de café et de thé.

- Les boissons froides sans alcool comprennent les eaux minérales ou de source (plates ou gazeuses), les boissons rafraîchissantes, gazeuses ou non (sodas, colas, limonades, etc.), les jus de fruits et de légumes et les sirops et concentrés pour la préparation de boissons.

3. Le poste boissons alcoolisées comprend les boissons alcoolisées achetées pour être consommées à domicile. En sont exclues les boissons alcoolisées vendues pour consommation immédiate, hors domicile, par les hôtels, les restaurants, les cafés, les bars, les kiosques, les vendeurs ambulants, les distributeurs automatiques, etc. Celles-ci sont comptabilisées dans le poste services de restauration. Les boissons alcoolisées intègrent les versions non alcoolisées de boissons généralement alcoolisées, telles que la bière sans alcool. Le poste boissons alcoolisées est subdivisé en trois groupes :

- les spiritueux regroupent les eaux de vie, liqueurs et autres spiritueux y compris l'hydromel et les apéritifs autres que les apéritifs à base de vin,

- les vins et cidres regroupent les vins (tranquilles et effervescents), les boissons fermentées (cidre, poirée), les apéritifs à base de vin (type vermouth) et les vins enrichis en alcool (type Porto),

- le poste bières inclut les panachés, les bières à faible teneur en alcool et les bières sans alcool.

4. Le poste services de restauration recouvre : les repas, les collations et boissons fournis par les restaurants, cafés, buffets, bars, etc., y compris dans les lieux de loisirs, de culture, de sports ou de divertissement (stades, musées, boîtes de nuit, etc.) et dans les transports publics (lorsque ces services sont facturés à part),

- la vente de produits alimentaires et boissons vendus pour consommation immédiate par les kiosques, les distributeurs automatiques et les vendeurs ambulants et assimilés,

- la vente de plats cuisinés à emporter vendus par les restaurants ou par les traiteurs, y compris les plats livrés à domicile,

- les services des cantines, des restaurants d'entreprise, des établissements scolaires ou universitaires et autres établissements assimilés (i.e. mess et carrés des officiers). Les services de restaurations aux patients hospitalisés ne sont pas comptabilisés dans ce poste mais dans le poste santé.

5. Le poste logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles regroupe les loyers d'habitation, les dépenses d'entretien et des réparations des logements et celles liées à la fourniture d'eau et d'énergie (gaz, électricité, etc.).

6. Le poste articles d'habillement et chaussures regroupe les dépenses pour les tissus d'habillement, les vêtements (achat, retouche, raccommodage, nettoyage, location, etc.), les accessoires vestimentaires (cravates, foulards, mouchoirs, chapeaux, etc.) et les chaussures (achats et cordonnerie).

7. Le poste meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer couvrent :

- les dépenses pour l'acquisition et la réparation de meubles, d'articles d'ameublement, de tapis et revêtements de sols,

- l'acquisition d'articles de ménages en textiles,

- l'acquisition et la réparation d'appareils ménagers,

- l'acquisition et la réparation de verrerie, vaisselle, ustensiles de ménages, d'outillage et autre matériel pour la maison ou le jardin,

- les dépenses d'entretien courant du foyer liées à l'acquisition de biens ou à la rémunération de services (personnels de maison, garde d'enfants, ménage etc.)



8. Le poste transports regroupe les achats de véhicules (automobiles, motos, vélos) et les dépenses liées à leur utilisation (carburant, accessoires, entretien et réparations, péages, parkings etc.) ainsi que les services de transports (ferroviaire, aérien, routier, maritime) y compris les services de transports scolaires.
9. Le poste communications comprend les dépenses pour l'utilisation des services postaux, l'achat et la réparation de matériel de téléphonie et de télécopie et les services liés à l'utilisation de ces appareils (installation, abonnements, communication, connexions internet, etc.).
10. Le poste loisirs et culture comprend l'acquisition, la réparation ou l'entretien :
- de matériel audiovisuel, photographique, et informatique (ordinateur, imprimante, logiciels etc.),
  - de biens durables pour loisirs de plein air (caravane, deltaplanes, bateaux, chevaux et accessoires connexes, matériel de plongée, etc.),
  - d'instruments de musique et de biens durables destinés aux loisirs d'intérieur (i.e. tables de billard ou de ping-pong),
  - de jeux, de jouets et passe temps, d'articles de sport, de matériel de camping et de matériel pour activités de plein air (armes à feu et munitions pour la chasse, cannes à pêche, articles de plage, matériel de camping, etc.),
  - de produits pour jardin, de plantes et de fleurs,
  - d'animaux de compagnie et articles connexes (i.e. aliments, produits et services vétérinaires),
  - de services récréatifs et sportifs (piscine, patinoire, bowling, salle de gymnastique, parcs d'attractions, cours de danse ou de musique, etc.),
  - de services culturels (cinéma, théâtre, musées, etc.),
  - de journaux, livres et articles de papeterie,
  - de forfaits touristiques..
- Les dépenses nettes (déduction faite des gains) liées aux jeux de hasard sont également comptabilisées dans le poste loisirs et culture.
11. Le poste éducation ne comprend que les services d'enseignement. Il ne comprend pas le matériel pédagogique (livres, papeterie) ni les services annexes tels que transport, hébergement ou restauration scolaire.
12. Le poste santé comprend :
- les médicaments, les prothèses, le matériel et les appareils médicaux achetés sur ou sans ordonnance,
  - les frais de consultations médicales et de services dentaires,
  - les services paramédicaux (laboratoire d'analyses médicales, centre de radiologie, infirmiers, kinésithérapie, cures thermales, thalassothérapie, etc.),
  - les services (médicaux et paramédicaux, hébergement, administration, restauration, soins et surveillance, médicaments etc.) dispensés par des centres hospitaliers et des hôpitaux spécialisés, des centres de soin médicaux et des maternités, des maisons de santé, de repos et de convalescence qui assurent essentiellement des soins en régime hospitalier, des établissements pour personnes âgées dans lesquels le suivi médical constitue un élément essentiel, et des centres de rééducation qui accueillent des patients en régime hospitalier.
13. Les services d'hébergement comprennent les dépenses en hôtels, pensions de familles, chambres d'hôtes, villages et centres de vacances, terrains de camping, pensionnats et résidences universitaires, foyers pour travailleurs immigrés, etc.
14. Le poste tabac couvre les dépenses de cigarettes, cigares, tabac et papier à cigarette.
15. Le poste biens et services divers comprend :
- les dépenses relatives aux soins corporels (salons de coiffure et institut de beauté, appareils, articles et produits),
  - les dépenses pour l'acquisition (ou la réparation) d'effets personnels non pris en compte précédemment (bijouterie, horlogerie, bagagerie, articles de puériculture, articles funéraires, etc.),
  - les dépenses de protection sociale qui recouvrent notamment les montants versées par les ménages à des maisons de retraite, des résidences pour personnes handicapées et des écoles pour handicapés ; pour des services visant à faciliter le maintien à domicile des personnes âgées et des handicapés (services d'aide ménagère, de repas, de garderie etc.) ainsi que les frais de nourrices, crèches et garderies,
  - la rémunération du service des assurances et le coût et les frais des services financiers,
  - les dépenses de services divers non pris en compte ailleurs (conseillers juridiques, pompes funèbres, agences immobilières, etc.)
16. Le solde territorial correspond à la différence entre les achats des résidents français à l'étranger et les achats des non résidents en France.

### Annexe 3. Consommation en valeur, consommation en volume

Les dépenses en valeur des ménages mesurées par les Comptes nationaux, exprimées en euros courants, tiennent compte de l'inflation et ne reflètent qu'imparfaitement les évolutions de consommation en volume. Pour neutraliser l'effet de l'inflation, et avoir une estimation de l'évolution de la consommation en volume, l'INSEE calcule pour chaque poste de consommation (logement, alimentation, transport ...) une consommation des ménages en volume aux prix de l'année précédente chaînés qui tient compte des évolutions de prix spécifiques à chacun des postes de consommation (i.e. : pour une année donnée la hausse des loyers n'est pas identique à la hausse des carburants).

Cette méthode de calcul est privilégiée au détriment du système utilisé antérieurement qui calculait les évolutions de volumes en fixant la structure des prix pour une année de référence (calcul en euros constants). En effet, les prix relatifs des produits pouvant fortement varier au cours du temps (i.e. pour l'informatique), les produits dont les prix augmentaient plus vite que la moyenne avaient une pondération inférieure pour une année de référence fixe par rapport aux années récentes. Ces pondérations de moins en moins représentatives au fil du temps provoquaient des distorsions dans l'évolution des postes et des structures de consommation.

Concrètement, l'Insee calcule pour chaque poste de consommation, le montant de la consommation de l'année au prix de l'année précédente. Pour cela le montant de la consommation en valeur de l'année est corrigé de l'évolution du prix de ce poste par rapport à l'année précédente. En comparant le chiffre ainsi obtenu et le montant en valeur de l'année précédente, on évalue les évolutions (ou les indices) entre deux années consécutives, dans lesquelles l'effet direct des hausses et des baisses de prix est effacé. On obtient ainsi une estimation de l'évolution de la consommation en volume pour une année donnée.

Les évolutions en volume sur plusieurs années sont ensuite calculées par chaînage, c'est à dire en multipliant les indices obtenus pour chacune de ces années.

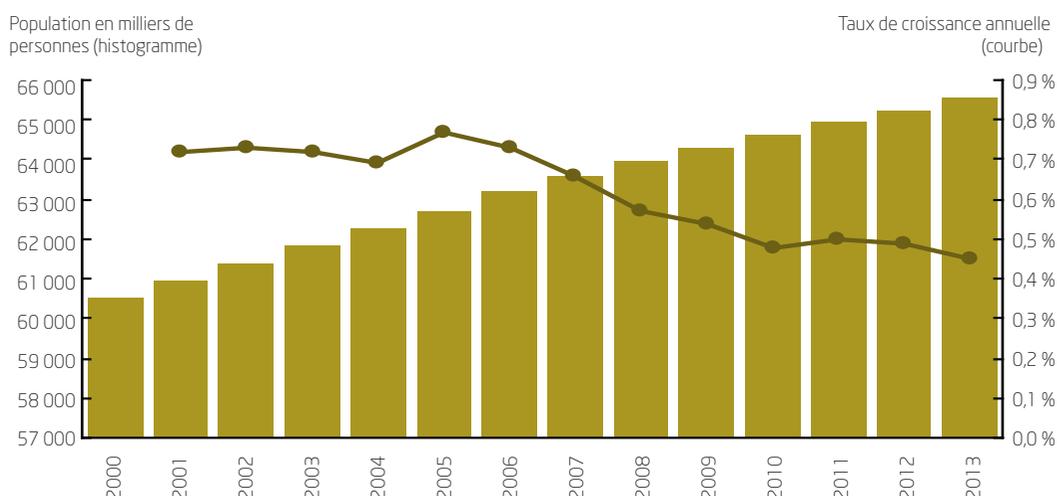
Le calcul des indices chaînés étant réalisé de manière indépendante pour tous les postes de consommation, c'est-à-dire en appliquant des évolutions de prix différentes pour chacun des postes, le total de la dépense de consommation finale des ménages « en volume » (exprimée en euros) n'est pas égal à la somme des dépenses en volume des différents postes de consommation.

### Annexe 4. Démographie et consommation individuelle

Entre 2000 et 2013, la population résidant en France (France métropolitaine et départements d'outremer hors Mayotte) a augmenté de plus de 5 millions de personnes pour atteindre 65,543 millions de résidents en 2013 (cf. graphique 4). Le taux de croissance démographique annuelle qui était légèrement supérieur à 0,7 % au début des années 2000, est en repli depuis le milieu de la première décennie du XXIème siècle. Depuis 2010, la population française augmente à un rythme annuel légèrement inférieur à 0,5%.

La croissance démographique introduit de fait une composante à la hausse de la consommation. Le différentiel de croissance démographique annuel que l'on observe entre le début et la fin de la période étudiée influe sur l'intensité de cette composante haussière. Afin de neutraliser celle-ci, ainsi que ses variations inter annuelles, les données de consommation en volume et en valeur ont été divisées par l'effectif de la population de l'année considérée. Les valeurs obtenues correspondent à des consommations individuelles permettant d'effectuer des analyses à effectifs constants.

Graphique 4. Évolution de la population française



Source : Insee (Estimations de population et statistiques de l'état civil)



Le tableau 5 présente la dépense de consommation individuelle moyenne d'un français hors transferts des APU et des ISMLSM pour les années 2000, 2007 et 2013. Ces dépenses sont exprimées en euros constants. La part de chaque poste de consommation dans l'ensemble des dépenses de consommation (coefficients budgétaires) est également précisée.

Tableau 5 : Sommes moyennes dépensées par un français pour sa consommation

	en 2000		en 2007		en 2013	
	en euros courant	en %	en euros courant	en %	en euros courant	en %
Dépense de consommation des ménages	12 919	100,0 %	16 238	100,0 %	17 186	100,0 %
Produits alimentaires	1 602	12,4 %	1 875	11,5 %	2 131	12,4 %
- Pain et céréales	265	2,0 %	303	1,9 %	369	2,1 %
- Viande	455	3,5 %	523	3,2 %	574	3,3 %
- Poisson et fruits de mer	109	0,8 %	125	0,8 %	130	0,8 %
- Lait, fromage et œufs	226	1,7 %	264	1,6 %	306	1,8 %
- Huiles et graisses	42	0,3 %	43	0,3 %	47	0,3 %
- Fruits	101	0,8 %	132	0,8 %	151	0,9 %
- Légumes	217	1,7 %	260	1,6 %	294	1,7 %
- Sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie	130	1,0 %	153	0,9 %	180	1,0 %
- Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.c.a.	57	0,4 %	72	0,4 %	81	0,5 %
Boissons non alcoolisées	125	1,0 %	162	1,0 %	199	1,2 %
- Café, thé et cacao	41	0,3 %	46	0,3 %	58	0,3 %
- Boissons froides sans alcool	85	0,7 %	115	0,7 %	142	0,8 %
Boissons alcoolisées	253	2,0 %	267	1,6 %	302	1,8 %
- Spiritueux	92	0,7 %	97	0,6 %	108	0,6 %
- Vins et cidre	123	1,0 %	131	0,8 %	144	0,8 %
- Bière	38	0,3 %	39	0,2 %	51	0,3 %
Tabac	233	1,8 %	260	1,6 %	306	1,8 %
Articles d'habillement et chaussures	710	5,5 %	779	4,8 %	731	4,3 %
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	3 046	23,6 %	3 993	24,6 %	4 639	27,0 %
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	756	5,8 %	933	5,7 %	913	5,3 %
Santé	467	3,6 %	632	3,9 %	738	4,3 %
Transports	1 874	14,5 %	2 256	13,9 %	2 261	13,2 %
Communications	355	2,7 %	511	3,1 %	443	2,6 %
Loisirs et culture	1 211	9,4 %	1 531	9,4 %	1 420	8,3 %
Éducation	85	0,7 %	128	0,8 %	152	0,9 %
Services de restauration	688	5,3 %	850	5,2 %	878	5,1 %
Services d'hébergement	158	1,2 %	230	1,4 %	242	1,4 %
Biens et services divers	1 546	12,0 %	2 021	12,4 %	1 987	11,6 %
Solde territorial	-190	-1,5 %	-189	-1,2 %	-158	-0,9 %

Source : élaboration FranceAgriMer à partir des données Insee (Comptes nationaux / Estimations de population et statistiques de l'état civil)

Le tableau 6 reprend la consommation effective individuelle moyenne d'un français pour les années 2000, 2007 et 2013 qui intègre les transferts sociaux en provenance des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Tableau 6 : Évolution moyenne des dépenses de consommation, des transferts sociaux et des consommations effectives par français

	en 2000		en 2007		en 2013	
	en euros courant	en %	en euros courant	en %	en euros courant	en %
Dépense de consommation des ménages	12 919	77,4 %	16 238	76,6 %	17 186	75,2 %
Transferts sociaux (APU et ISBLSM)	3 777	22,6 %	4 950	23,4 %	5 676	24,8 %
Consommation effective des ménages	16 696	100,0 %	21 188	100,0 %	22 862	100,0 %

Source : élaboration FranceAgriMer à partir des données Insee (Comptes nationaux / Estimations de population et statistiques de l'état civil)

